

UNAMDR

EGENIA-COURSE MATERIALS

1 AUG 1994 - 15 APR 1995

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RH/WG MAY 2009

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1000</u>
BOX	<u>17</u>
FILE	<u>6</u>
ACC.	<u>1998/0281</u>

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

TO: See Distribution
A:

Date: 25 January 1995

FROM: CIVPOL Commissioner
DE:

Ref: CIVPOL/MEMO/70/95

Subject: Nomination of Director of Studies
Objet:

1. Major Berthe Zanga (former CPMT Ruhengeri) is posted to the Ruhengeri Gendarmerie Training School as Director of studies in place of Major Lancine Diakite who has completed his tour of duties and is due to be repatriated soon.

2. This posting takes immediate effect.

3. Regards.

Distribution List

FHQ
PERS
MILOBS HQ
CIVPOL HQ
CPMT - Gisenyi
CPMT - Kigali I
CPMT - Kigali II
CPMT - Butare
CPMT - Gitarama
CPMT - Gikongoro
CPMT - Kibuye
CPMT - Cyangugu
CPMT - Ruhengeri

CTD

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

TO : SEE DISTRIBUTION LIST

DATE : 6/1/95

FROM : CIVPOL COMMISSIONER

REF : CIVPOL/DIST/18/95

SUBJECT : POSTING OF CIVPOL STAFF

NO	RANK	NAME	NATIONALITY	POSTED	
				FROM	TO
1	COL	DIARRA C.OUMAR	MALI		PC
2	LT.COL	TRAORE AROUNA	MALI		DPC
3	LT.COL	SANGARE ANATOLE	MALI	CIVPOL HQ	CTO
4	SUPT	GYEABOUR O.M	GHANA	CIVPOL HQ	CPOO
5	SUPT	MWALE B.C	ZAMBIA	CIVPOL HQ	POO
6	SUPT	MVULA R.B	ZAMBIA	CIVPOL HQ	POO
7	DSP	BASSEY EFFIONG	NIGERIA	CIVPOL HQ	CALOG
8	ASP	EGBUKA EDWARD C	NIGERIA	CIVPOL HQ	POO
9	ASP	ADAMU ADAMS	NIGERIA	CIVPOL HQ	POO
10	DSP	DUKU HURBERT	GHANA	CIVPOL HQ	LOGO
11	W/C/ INSP	TEMBO LUCIA.A	ZAMBIA	CIVPOL HQ	LOGO
12	MAJOR	EULALIO D.NETO	GUINEE BISSAU	CIVPOL HQ	LOGO
13	DSP	QUARSHIE L.B	GHANA	CIVPOL HQ	SEC
14	MAJOR	YOUSEF A.SHABSOUG	JORDAN	L.O	T.O

REPUBLIQUE RWANDAISE
ECOLE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE
(EGENA)

Date: 27/01/1995.

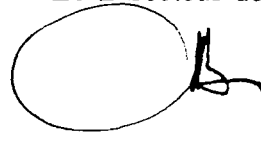
NOTE DE SERVICE N° 007/1/95/DE.

Objet : Répartition des Matières entre les Instructeurs

A compter du Lundi 30 Janvier 1995, les matières à enseigner par CIVPOL sont réparties entre les instructeurs de la manière suivante:

MATIÈRES	INSTRUCTEURS	CLASSES
Police Judiciaire (PJ)	CE Zanga Berthé Cpt Sanogo Alassane	A1, A2, A3 B1, B2, B3
Service en Brigade (SB)	CE Zanga Berthé Cpt Sanogo Alassane	A1, A2, A3 B1, B2, B3
Principes Généraux d'Exécution du Service (PGES)	CE Zanga Berthé Cpt Sanogo Alassane	A1, A2, A3 B1, B2, B3
Maintien de l'Ordre (MO)	CD Coulibaly T. Cpt D.T. Sissoko	A1, A2, A3 B1, B2, B3
Circulation et Régulation Routière (CR)	COMPOL Sidibé A. Capt Abdallah O.	A1, A2, A3 B1, B2, B3
Police Administrative (PA)	CP N'golo Ouattara	A1, A2, A3 B1, B2, B3
Police Scientifique (PS)	CP N'golo Ouattara	A1, A2, A3 B1, B2, B3
Renseignements Généraux (RG)	CP Sanogo Moussa	A1, A2, A3 B1, B2, B3

Le Directeur des Etudes



CE Zanga Berthé.

Destinataires:

- CIVPOL Commissioner	1
- CPTO	1
- Directeur du Centre	1
- Directeur des Etudes	1
- Instructeurs	10
- Affichage	7
- Archives	1

Plan

I BATIMENT Refecton - Entree.

II MOBILIERS.

- a) bureau - b) classe - c) amphithéâtre
- d) logement - e) cuisine - f. spectacle.
- g) literie h) couvent.

III Equiperment.

- a) d'ordre Général.
- b) de bureaux
- c) amphithéâtre.
- d) infirmerie
- e) sportif.

IV

FOURNITURE

- a) de bureaux
- b) bibliothèque.

V

Restaur.

- a) de logement
- b) de R. d'ordre.

VI

Besoins aliment.

Voir verso.

C:\USA\LOBIN\WPDOCS\

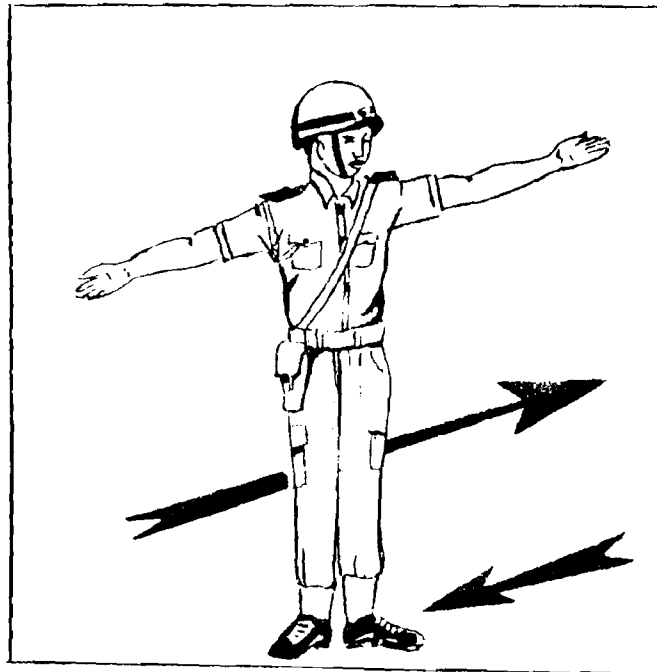
a index unique component

10 Motion - 2 cur.

2 instructions.

2 photocopies.

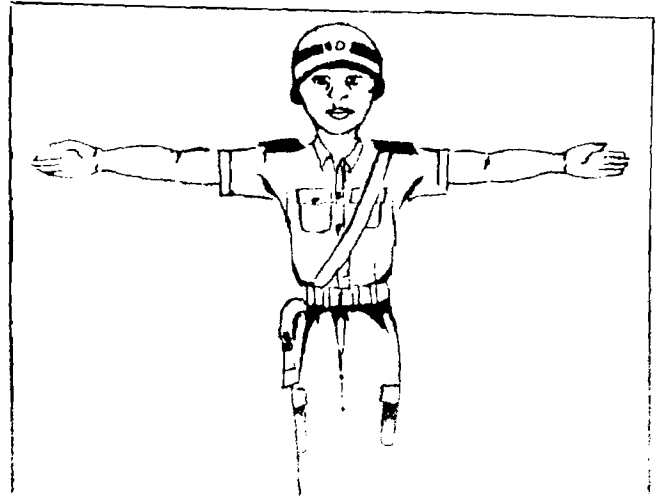
Les signaux de base sont les signaux manuels codifiés qui correspondent aux couleurs verte, jaune et rouge de la signalisation lumineuse tricolore.



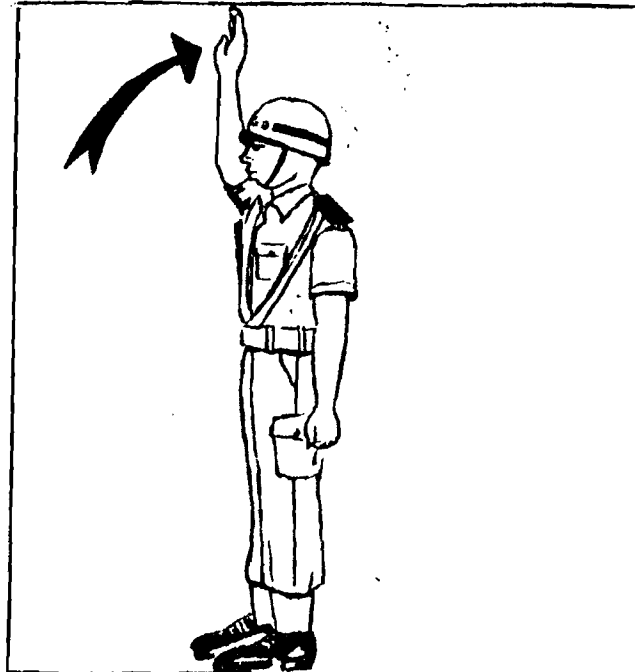
FEU VERT : Le régulateur ouvre la voie aux véhicules à l'arrêt en se plaçant parallèlement à leur axe de marche, les bras tendus horizontalement et latéralement.



FEU JAUNE : Le régulateur exécute le signal d'attention précédant le signal d'arrêt, face aux véhicules intéressés :
- le bras droit (ou gauche) levé verticalement
- le bras gauche (ou droit) reste normalement le long du corps.



FEU ROUGE : Le régulateur ferme la voie aux véhicules en se plaçant perpendiculairement à leur axe de marche, les bras tendus horizontalement latéralement.



2e Temps

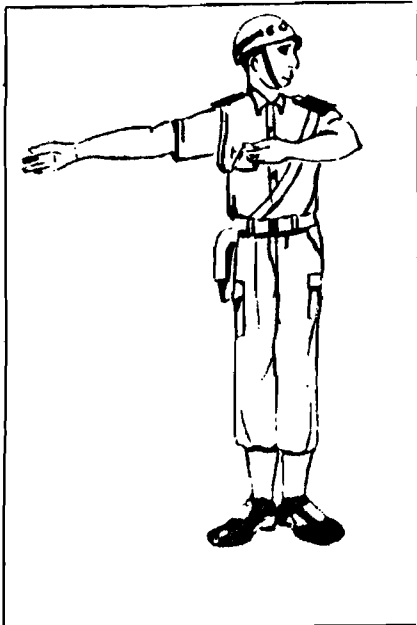
Elever le bras droit (ou le gauche) verticalement, le plus haut possible au dessus de l'épaule (la paume de la main vers l'avant, les doigts joir et tendus). Immédiatement après un coup de sifflet prolongé pour attirer l'attention des conducteurs.



4e Temps

L'arrêt obtenu, exécuter le signal de fermeture de voie, les bras tendus horizontalement et latéralement.

A noter que ce signal ouvre en même temps la voie aux véhicules de l'autre voie.



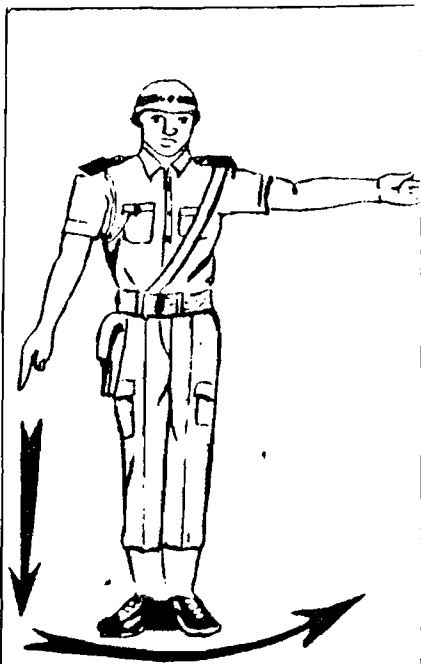
Passez de la gauche
vers la droite



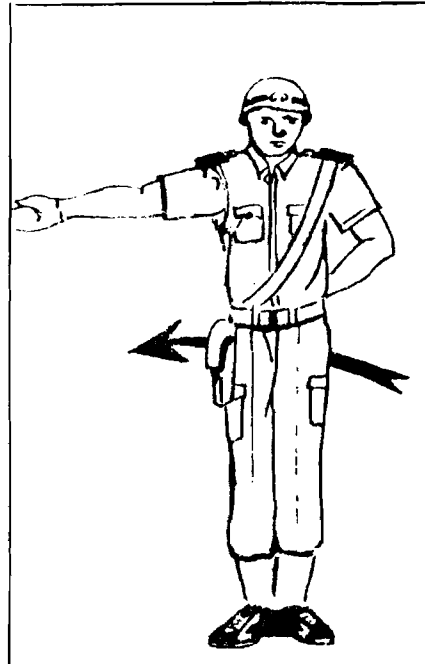
Halte, aux véhicules
venant de face



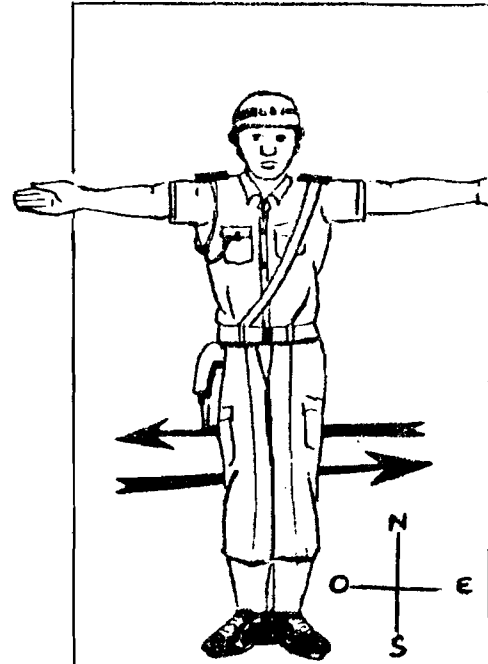
Halte, aux véhicules
venant de face et
par derrière.



Passez devant moi
Tournez devant moi



Passez derrière moi
Tournez derrière moi

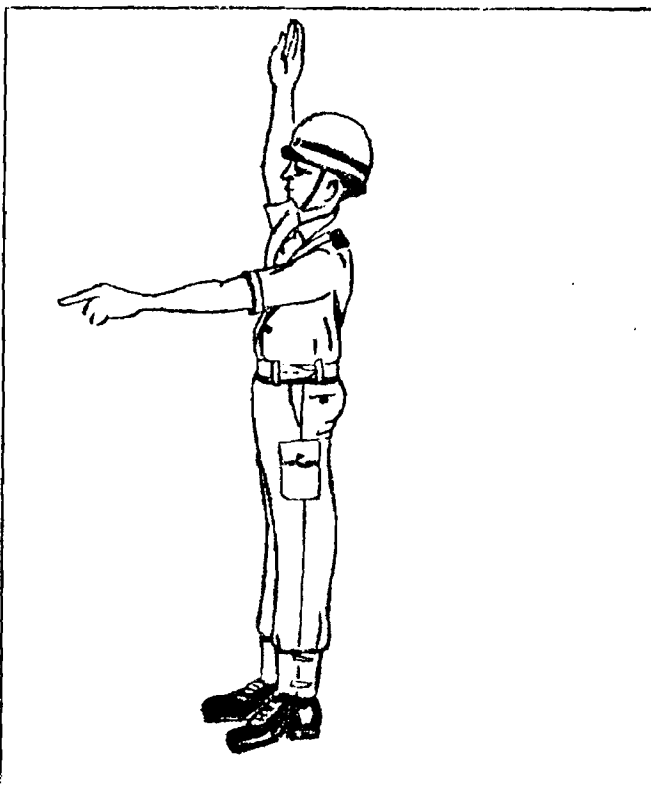
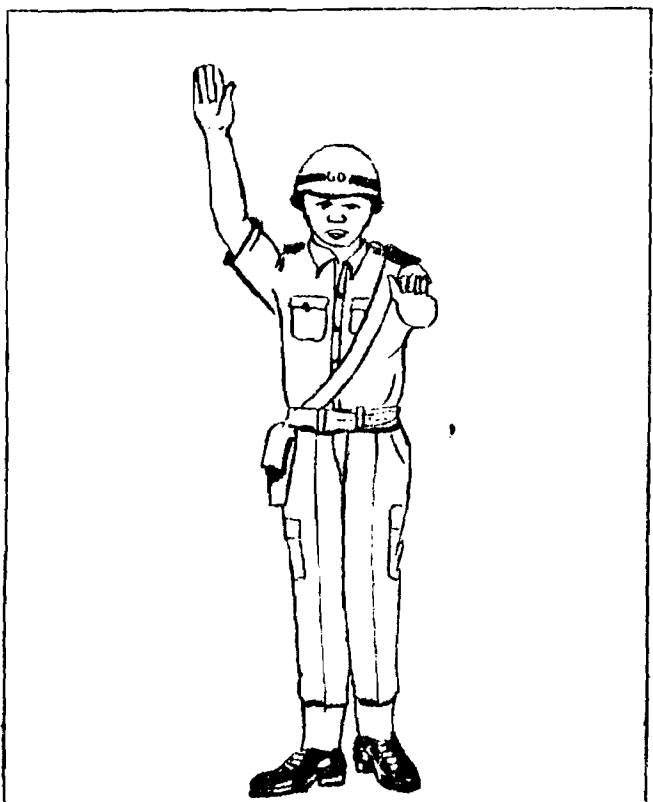


Halte pour un sens
(N.S / S.N)
Passez pour l'autre
E.O / O.E



1er Temps

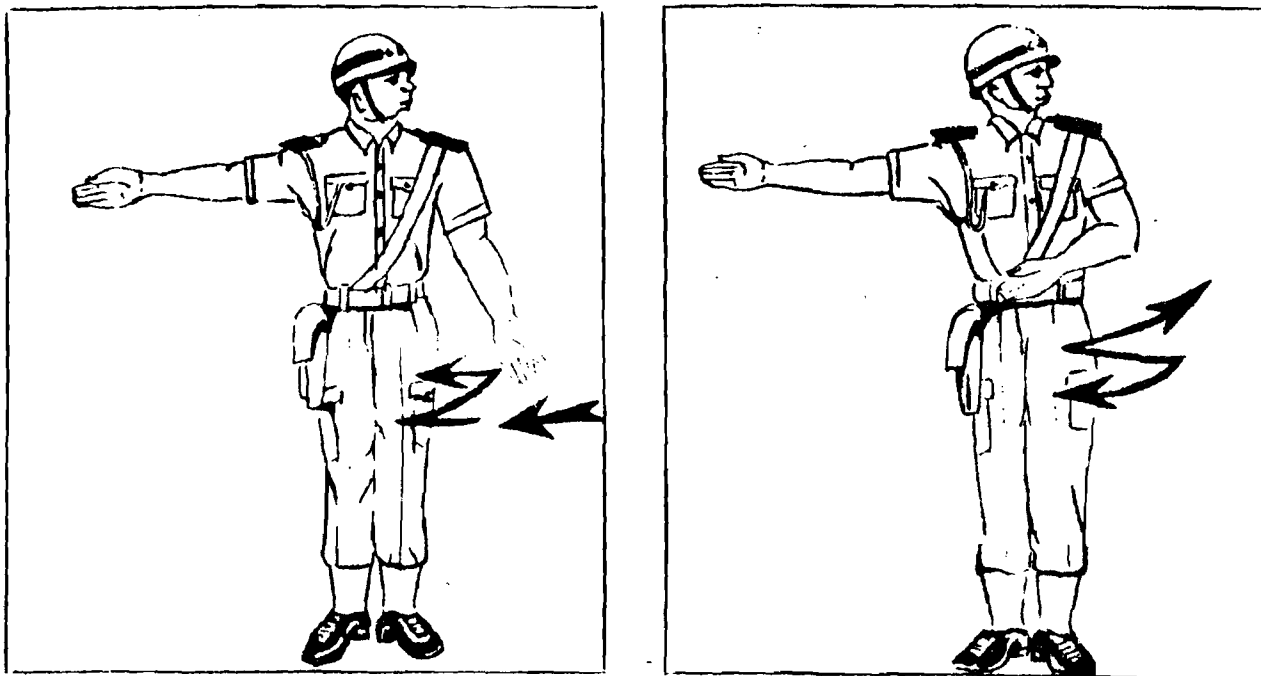
Faire face au courant des véhicules qu'il s'agit d'arrêter garde à vous raideur particulière, sans contraction musculaire superflue mais aussi sans nonchalance.



3e Temps

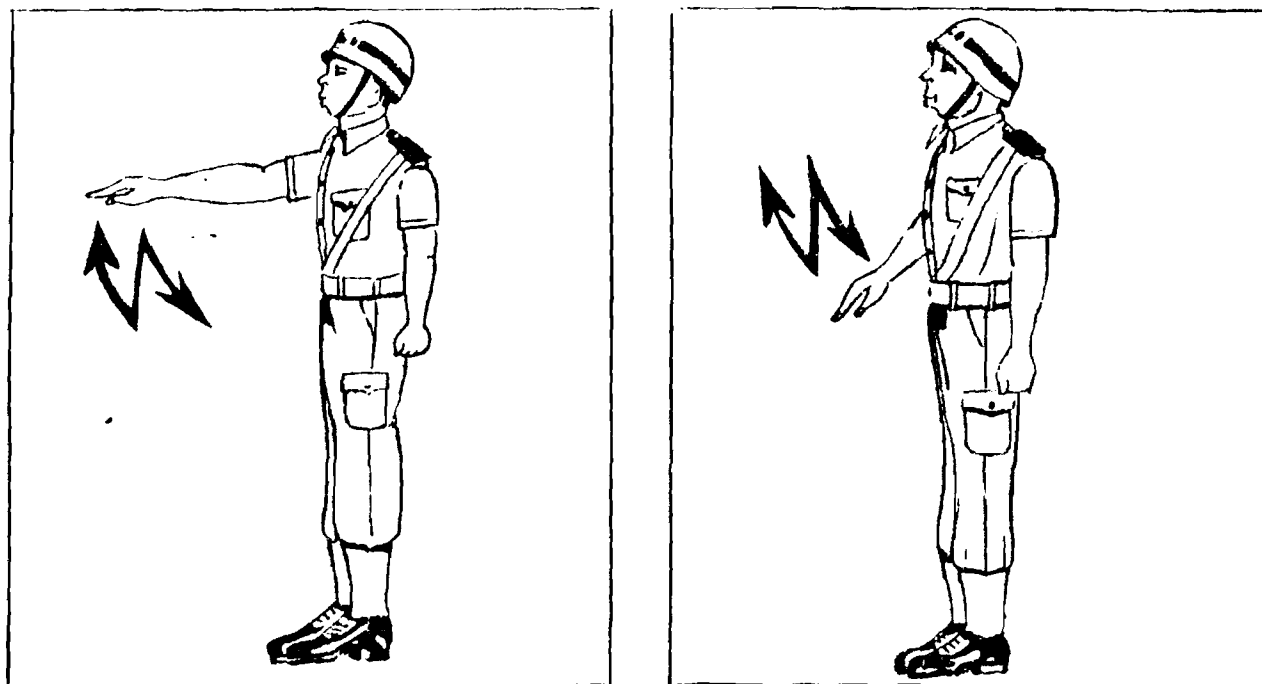
Fixer du regard, et au besoin désigner avec l'index de la main gauche tendue dans le prolongement du bras, le conducteur concerné pour lui faire comprendre que c'est à lui que s'adresse le commandement.

Accélération



Pour activer le mouvement des véhicules, le militaire peut, s'il le juge nécessaire, agiter vivement et à plusieurs reprises l'avant-bras gauche de gauche à droite (ou l'avant-bras droit de droite à gauche) dans un mouvement de faible amplitude, le bras détaché du corps. Rappel à l'ordre d'un usager: plusieurs coups de sifflet très brefs et très rapprochés.

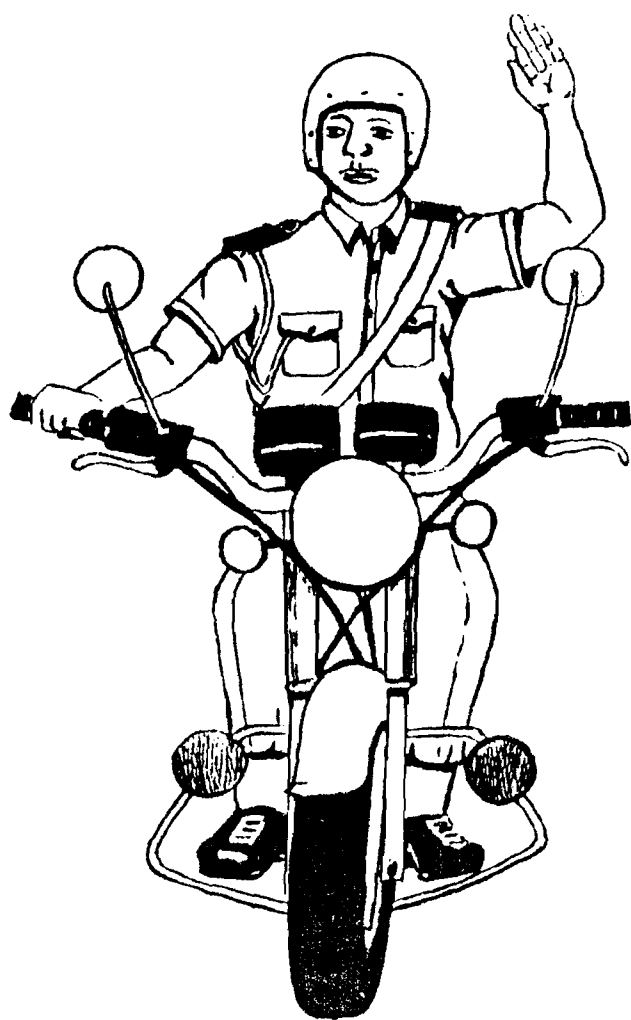
Ralentissement.



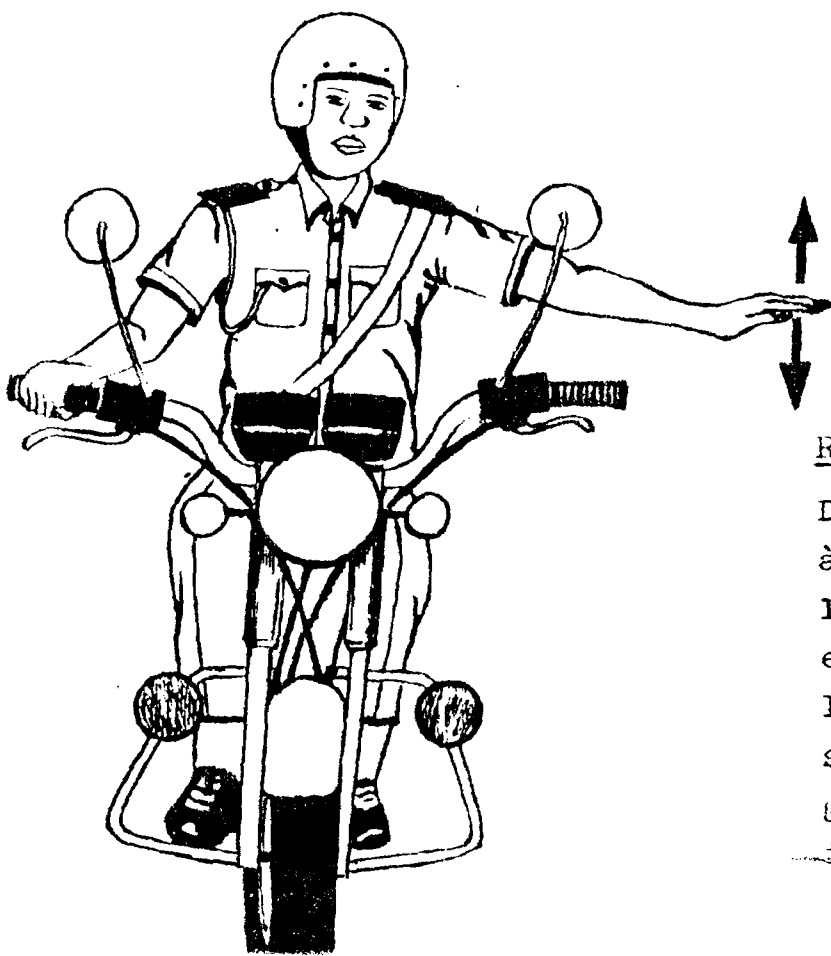
Elever le bras droit horizontalement, perpendiculairement au sens de la marche des véhicules, les doigts tendus, la paume de la main en dessous et l'abaisser lentement plusieurs fois de suite, jusqu'à obtention du ralentissement désiré.

Rappel à l'ordre d'un usager, plusieurs coups de sifflet très brefs et très rapprochés.

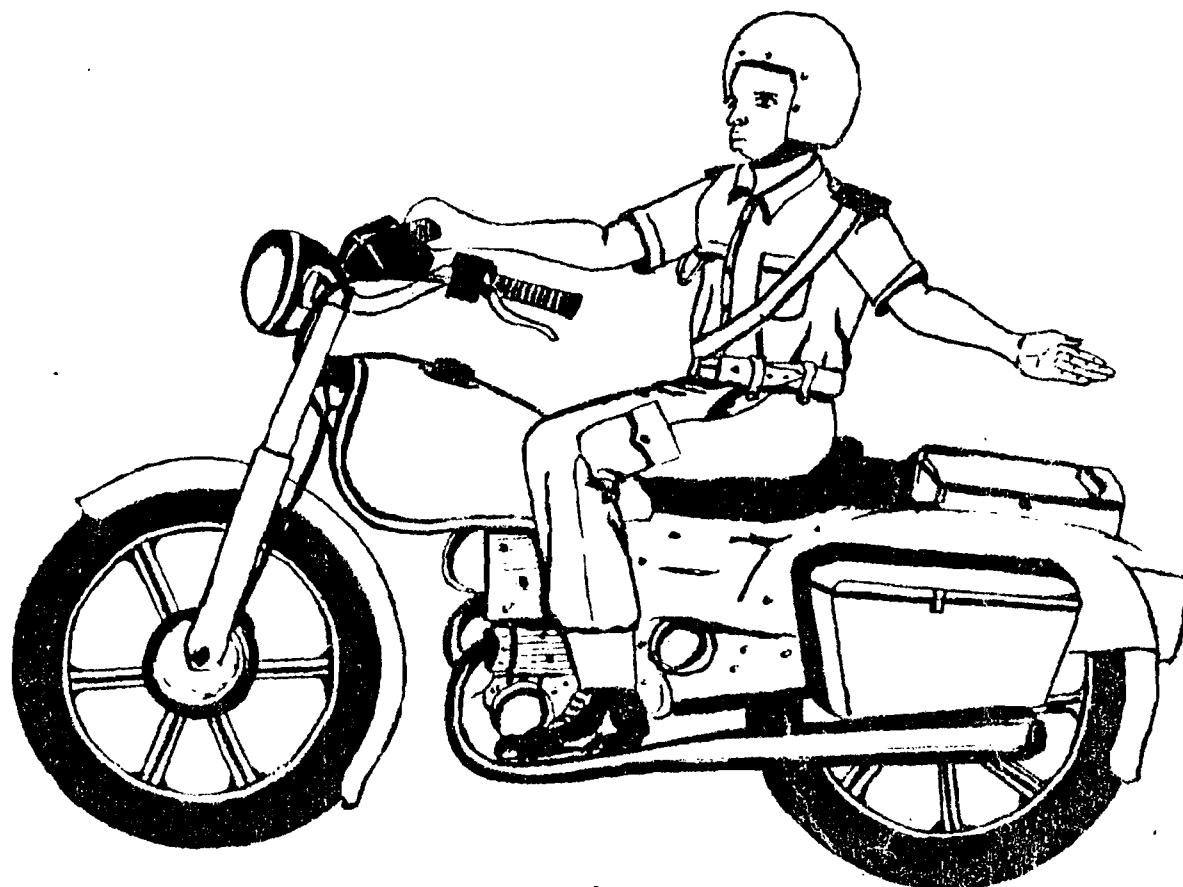
b. Signaux particuliers aux motocyclistes en marche

Arrêtez

Lever le bras verticalement (la main ouverte vers l'avant)
Coups de sifflet brefs.

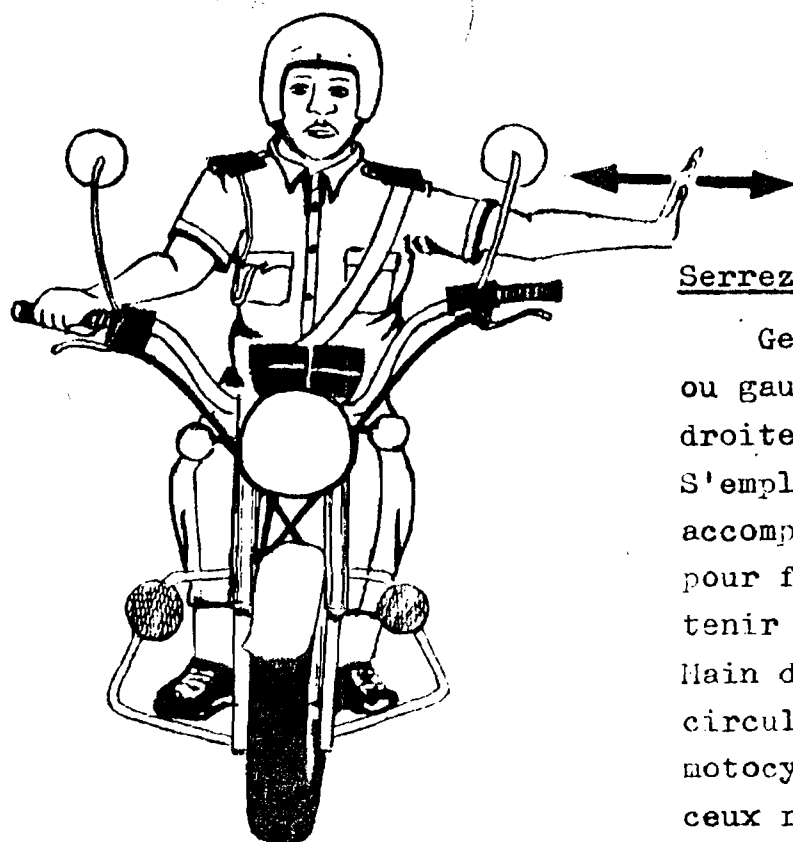
Ralentissez

Donner au bras tendu latéralement à hauteur de l'épaule, un mouvement lent et alternatif de haut en bas et de bas en haut, (Bras droit pour les usagers circulant dans le même sens que le motocycliste et bras gauche pour ceux roulant en sens inverse).



Passez, Accelerez !

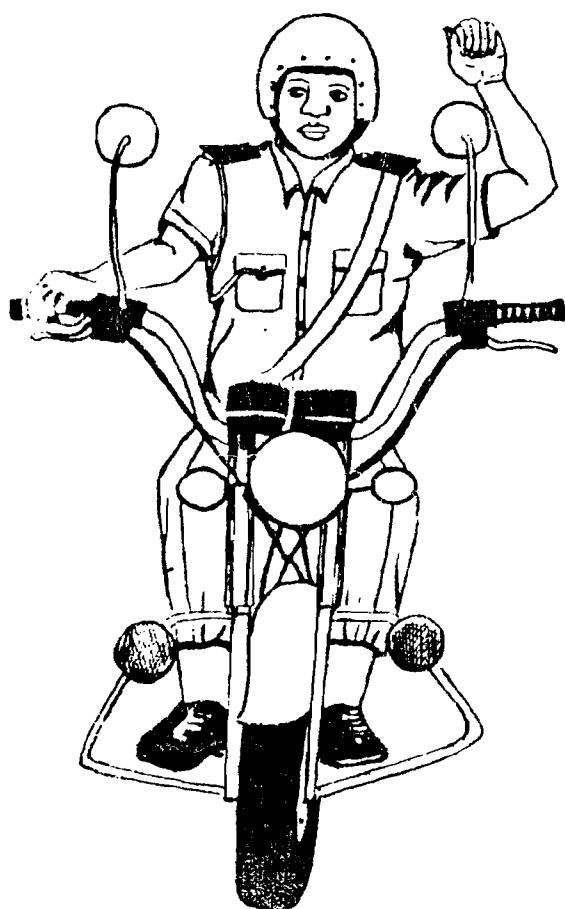
Laisser pendre le bras gauche le long du corps et le balancer rapidement plusieurs fois d'arrière en avant, la main ouverte vers l'avant (employé pour avertir les conducteurs qu'ils peuvent doubler).



Serrez à Droite

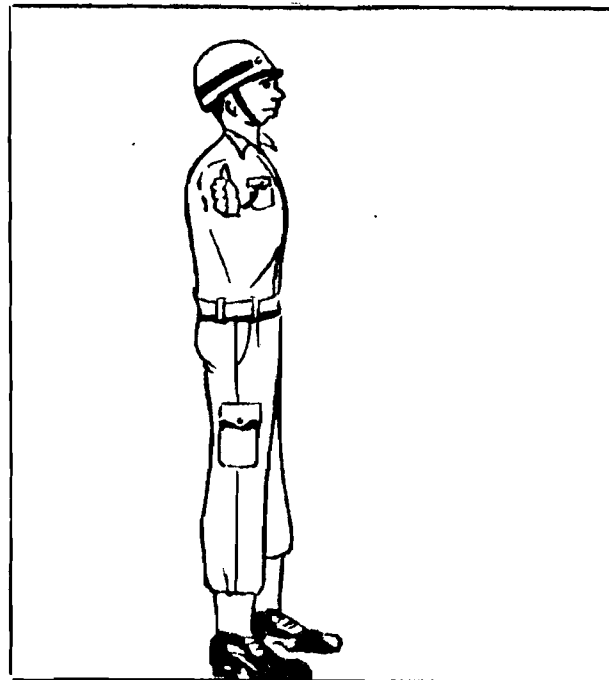
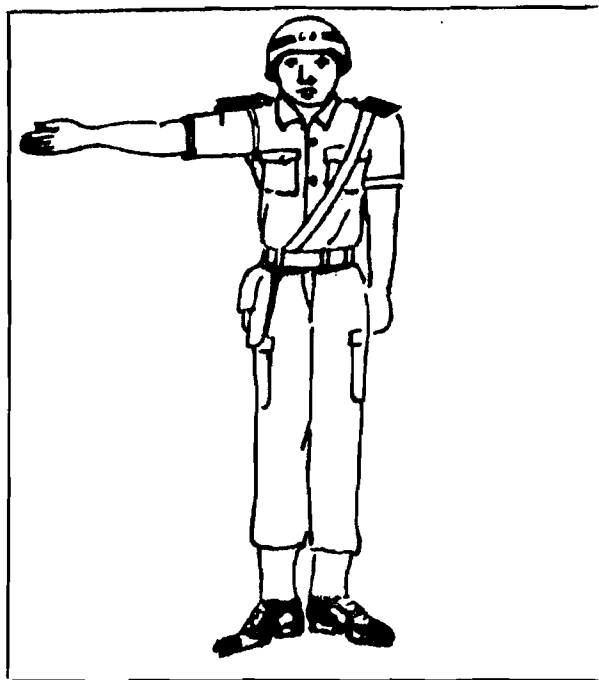
Geste fait avec la main droite ou gauche pour faire appuyer à droite tout usager de la route. S'emploie souvent en marche avec accompagnement de coups de sifflet pour forcer les conducteurs à tenir leur droite.

Main droite pour les automobilistes circulant dans le même sens que le motocycliste et main gauche pour ceux roulant en sens inverse.



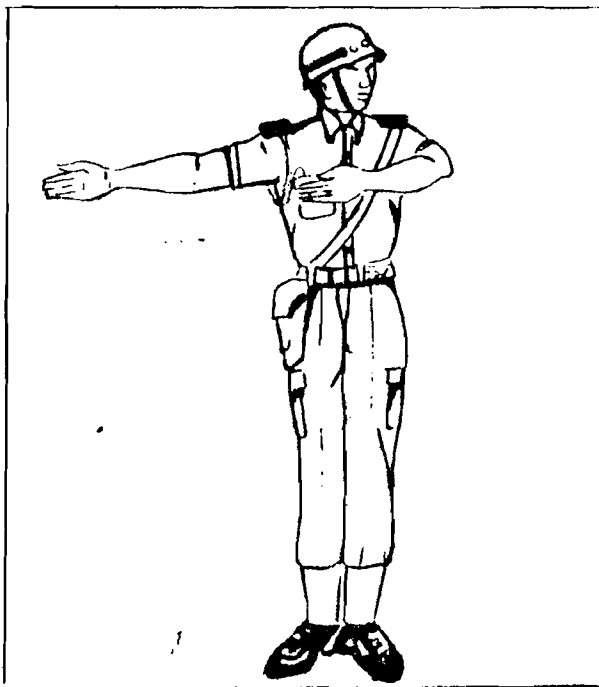
Accélérez, Suivez-moi !

Bras horizontal, avant-bras perpendiculaire au bras, poing fermé. Donner au bras un mouvement rapide et alternatif de haut en bas et de bas en haut.



2e Temps

Elever latéralement le bras droit tendu (ou le bras gauche) jusqu'à la hauteur de la ligne des épaules, la paume de la main vers l'avant, les doigts joints et tendus.



4e Temps

Si besoin est, tourner la tête vers la gauche (ou vers la droite), le regard fixant les conducteurs des premiers véhicules, puis la ramener vivement vers la droite (ou vers la gauche) pour confirmer l'indication de mise en mouvement.

176

CAPITAINE ABDALLAH OSMAN

FICHE D'INSTRUCTION DE
CIRCULATION ET
REGULATION ROUTIERE

DATE : 10 au 15/04/1995

CLASSE : B1, B2, B3

COURS N° 23

POSTE DE SURVEILLANCE
DEVOIR DE GENDARME OU POLICE DE ROULAGE

1. DEFINITION

C'est un poste de Gendarmerie en stationnement temporaire en un endroit difficile ou dangereux d'un itinéraire routier pour

- * observer le libre écoulement du trafic
- * imposer par sa personne une observation des règles de circulation et de prudence
- * intervenir si nécessaire

2. CADRE DE SERVICE

- a) **Emplacements** : Toujours installés en des endroits où les fautes commises peuvent être dangereuses (virage dangereux, sommet de côte, route obstruée par des travaux)
- b) **Missions** :
 - * Surveiller la circulation
 - * Aider - secourir l'utilisateur si nécessaire
 - * Réprimer les infractions graves et dangereuses
- c) **Effectifs** : au moins deux (2) gendarmes
- d) **Service de nuit** est justifié si l'éclairage public permet une visibilité totale

3. REGLES D'EXECUTION DU SERVICE

- a) Bien voir et être vu
 - * bien voir la route surveillée
 - * être vu au maximum par les usagers
- b) En dehors de la chaussée
 - * Il faut dégager la chaussée
 - * Votre place est sur l'accotement
 - Jamais côte à côte pour discuter à la même hauteur
 - * Votre véhicule également sur l'accotement
 - ne doit pas gêner la circulation
 - ne doit pas masquer, réduire la visibilité des signaux
 - doit permettre un départ rapide
- c) * Prévenez les fautes et les erreurs
 - * Réprimez les infractions en sanctionnant les fautes de conduite commises devant vous
 - * secourir - aider - renseigner

125

CAPITAINE ABDALLAH OSMAN

FICHE D'INSTRUCTION DE
CIRCULATION ET
REGULATION ROUTIERE

DATE : 16 au 21/04/1995

CLASSE : B1, B2, B3

COUR N° 26

CONTROLE DES VEHICULES

Le contrôle des véhicules ne s'improvise pas, il demande d'agir avec **METHODE, TACT, PRUDENCE** et **SECURITE**

1) METHODE

a) De jour

- Etre bien vu
- Faire ralentir l'usager à l'aide des gestes réglementaires
- Lui enjoindre de s'arrêter sur l'accotement ou sur le bord droit de la chaussée
- Protéger les lieux lorsque les circonstances l'exigent

b) De nuit : Opérations dangereuses

- * Présigner les lieux par des panneaux lumineux
- * Respecter les signaux réglementaires de ralentissement à l'aide des lampes torches ou bâtons lumineux
- * Se vêtir des gilets réflecteurs

c) Le contrôle

- * Se porter à la hauteur de la portière avant, côté droit
- * Se présenter (Gendarmerie, Police de roulage)
- * Prier le conducteur d'arrêter le moteur
- * L'informer du motif de l'arrêt
- * L'inviter à présenter les pièces du véhicule à l'issue, les lui remettre en les énumérant

d) Remise du véhicule en circulation

- * Profiter d'une interruption du trafic
- * Si la circulation est dense, interrompez-la pour y dégager le véhicule.

2) TACT

- Agir avec correction, ferme mais courtois
- Pas de discrimination, éviter la discussion, rester maître de soi

3) PRUDENCE ET SECURITE

Lors de l'interception, on ignore souvent à qui on a faire en conséquence

- * Le gendarme contrôleur doit se tenir prêt à toute éventualité
- * Le second gendarme doit se placer de façon à pouvoir protéger son collègue

PERMIS DE CONDUIRE

350

INTRODUCTION : Tout conducteur de véhicule automobile, à l'exception de cyclomoteur, doit être porteur d'un permis de conduire, délivré par un officier de la Police Nationale ou de la Gendarmerie Nationale - Le conducteur est tenu de présenter sur le champ le permis à toute réquisition d'un agent qualifié.

N.B. : La gendarmerie nationale a remplacé la Police Nationale
(Voir DL du 23/01/1974 Vol. II)

Différents permis : - Permis international - Permis de conduire étranger
- Permis national - Duplicata

PERMIS DE CONDUIRE	CATEGORIE DE VEHICULES	AGE MINIMUM
A	Motocyclettes avec ou sans side-car, voitures d'infirmités et automobiles à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kgs	16 ans
B	- Automobiles affectées au transport des personnes et comportant outre le siège du conducteur, huit (8) places assises au maximum. - Automobiles affectées au transport des marchandises dont le poids autorisé n'excède pas 3500 kgs - Aux véhicules de cette catégorie peut être attelée une remorque dont le poids maximum autorisé n'excède pas 750 kgs	18 ans
C	- Automobiles affectées au transport des marchandises dont le poids maximum autorisé excède 3500 kgs - Aux véhicules de cette catégorie peut être attelée une remorque dont le poids max autorisé n'excède pas 750 kgs	18 ans
D	- Automobiles affectées au transport des personnes et comportant, outre le siège des conducteurs, plus de huit (8) places assurées. - Aux automobiles de cette catégorie peut être attelée une remorque dont le poids max autorisé n'excède pas 750 kgs	21 ans
E	- Automobiles des catégories B,C ou D, pour lesquelles le conducteur est habilité, avec remorque dont le poids max autorisé excède 750 kgs	18 ans
F	Engins spéciaux	

PROGRAMME DE CIRCULATION ROUTIERE

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

- I. Aperçu historique
- II. Parc automobile au Rwanda.
- III. Réseau routier au Rwanda.
- IV. Trafic routier au Rwanda.
- V. Accidents de route au Rwanda.

DEUXIEME PARTIE : CHAMP D'APPLICATION DU CODE DE LA ROUTE ET DEFINITIONS

- I. Texte légal
- II. Définitions :
 - Présent règlement
 - Voie Publique et ses différentes parties
 - Les Personnes (Usagers)
 - Les véhicules
 - Les véhicules sur rail
 - Les animaux
 - Poids, positions et accessoires des véhicules
 - Agents qualifiés
 - Accidents
 - Réquisitions

TROISIEME PARTIE : CIRCULATION

- I. Règles générales applicables à tous les usagers
 - Protection de la voie publique (vp) et des usagers
 - Objets ou matières quelconques
 - Fumée ou vapeur
 - Obstacles
 - Conducteurs
 - Place sur la Chaussée
 - Manoeuvres
 - Croisement et dépassement
 - Sens unique
 - Changement de direction
 - Vitesse
 - Arrêt et stationnement
 - Dispositions particulières
 - Emploi des feux
 - Indication de changement de direction et d'allure
 - Emploi des appareils avertisseurs sonores
 - Miroirs rétroviseurs
 - Essuie-glace
 - Organes moteurs, bruits, fumées
- II. Règles spéciales applicables à certains usagers
 - Piétons
 - Convois
 - Véhicules attelés

traduit

- Charrettes à bras. Brouettes
- Bicyclettes et cyclomoteurs
- Animaux
- Circulation dans les ports, aéroports et gares ferroviaires

QUATRIEME PARTIE : SIGNALISATION

- I. Dispositions générales
- II. Signaux routiers
 - signaux de danger
 - signaux d'interdiction ou d'obligation
 - signaux d'indication
- III. Les signaux lumineux
 - les signaux lumineux de circulation
 - différents feux de signalisation
- IV. Les marques sur le sol ou signalisation horizontale
 - marques longitudinales
 - marques transversales
- V. Signalisation des chantiers et des obstacles
- VI. Signaux de régulation (Exercices pratiques)

CINQUIEME PARTIE : ACTION DE LA GENDARMERIE EN MATIERE DE POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE.

- I. Bases légales et Réglementaires
 - décret - loi du 23 Janvier 1974 portant création de la Gendarmerie Nationale (Art. 15)
 - textes Réglementaires du service de la G.N.
- II. Modalités d'intervention de la gendarmerie
 - A/ Règles générales - Prévention - Education - Assistance - Répression.
 - B/ Attitude du gendarme
 - Généralités
 - Règles de comportement d'un gendarme face à l'utilisateur
 - Tenue du personnel
- III. Contrôle d'un véhicule
 - Principe
 - L'arrêt d'un véhicule
 - Interception d'un véhicule
 - Interception de nuit.
 - Interpellation de l'utilisateur
- IV. - Les différents types de services - Principe

Adapté

V. - Accidents et Procédure d'accident (P.V)

A/ Accidents :

- Préparation à l'intervention
- Transport sur les lieux
- Utilisation des matériels de signalisation
- Mesures conservatoires

B/ Exercices pratiques de constatation d'un accident

- croquis
- le corps du P.V.

SIXIEME PARTIE :

A/ identification (Immatriculation)

B/ Permis de Conduire (catégories)

**Your Excellence the President of the Republic of Rwanda,
Your Excellence the V/ President of the Republic of Rwanda,
Your Excellence the President of the National Assembly,
Your Excellence MZEE Mwalimu Yulius NYERERE,
Your Excellence the V/President of UGANDA,
Your Excellence the Prime Minister of BURUNDI,
Distinguish Persons,
Ladies and Gentlemen,**

To day the 7 April 1995, it is a mourning day for each rwandese and for friends of Rwanda people. It is a day of remind and think there is one year, the killers massacred the children of Rwanda.

One year is past. A year has past the regime of unsatisfied and ignorant people massacred the children of our country: The coffins in front of you are the sign of the inestimable atrocity: There are our parents, our friends and our children. There are more than these. The killers massacred rwandese estimated to over one million people (1.000.000)

To day, we are remembering that one year has past, the country had known events never seen in the world. The history of this country is full of bad events since 1959 until last year 1994.

In the reign of the first Republic, it was known that whatever problem raised, there was a call on the population who took machetes and killed old person, new born; nobody could tell if there were human beings. That happened in 1959, 1961, 1967, 1973.

On the rise of the second Republic, rwandese people heard the venue of Mr Habyalimana with his song of unity and peace, they believed coming a saviour or a father. Unfortunately it was only a song. The second Republic regime was well known for the tyranny based on single and laying ruling system, when the tiny group of the president family members was taking all the country resources, the remaining large portion of the population was leaded in everyday dances and songs (animation) or community team work(umuganda) under the so called development.

The regime introduced the famous program called equal distribution, but it should be called exclusive distribution of the resources based on the ethnical and regional consideration. This was taken for rule as for admission in school, in army, getting a job in public and private services and even for being

received in religious vacant posts. Businessmen in their regular work, they use bribery or corruption of the Government and military authorities.

Rwandese persons inside the country who the first opposed the system and denounced these tyrannical malpractice were arbitrary arrested and jailed or forced into exile.

As years past, the regime of the tiny family group was more and more interested in looting the country resources and reinforced the tyrannical practices. The number jailed, of mysterious deaths increased. Exiled Rwandese persons claimed their return from the exile; the ruling members responded that the country was too small and very poor. That meant the exiled should stay out. The ruling group members wanted the Rwanda for them only; the exiles did not have any share on their country. The exiles insisted but received no positive response. The regime planned to physically eliminated the leaders in exile.

Finally, the fighting became a necessity because the injustice inside Rwanda was no more supportable.

In October 1990, the patriotic rwandese persons inside and outside the country started fighting the regime.

The regime, instead of introducing changes in their ruling system, they started chasing the opponents, organising a "Death Squadron" for searching and killing any person opposed or disagreed the politics of the ruling group.

The regime founded political parties, such as C.D.R. and news papers, such as KANGURA to persecute the opponents. They were saying that solution to Tutsi people is killing but solution to Hutu persons opposing the regime has still to be found.

info. du
personnel local
CPPO
C
24-4-95

Mr. Gatabazi

-1-

COMPTE RENDU DE REUNION DU 5 AVRIL 95 ENTRE LES AUTORITES
ADMINISTRATIVES DE LA MINUAR AVEC LE PERSONNEL LOCAL

MINUAR - LE PERSONNEL LOCAL

En date du 5 Avril 1995, à 14 heures dans la Salle de Conférence de la MINUAR s'est tenue une réunion entre les autorités administratives de la MINUAR avec le Personnel de la MINUAR recruté localement.

Etaient présents :

- Mr Ally GOLO, Chargé de l'Administration et
Président de la Réunion
- Mr Adamou KOUMAGO, Chargé de la Section du Personnel Civil
- Mme Fatimata DIARRA, Assistante au Service du Personnel
- Mr Joseph LOMBARGO, Spécial Task Officer
- Mr Christopher Ayres, Légal Advisor
- Le Personnel Local (dont la liste en annexe)

A l'ordre du jour figurait principalement le point suivant :
'LA GRILLE DES SALAIRES APPLIQUE DEPUIS LE MOIS DE MARS 95'
ainsi que toutes les questions connexes ayant trait avec les salaires du Personnel localement recruté par la MINUAR.

Dans le but de délimiter le sujet de débat, quelques 6 questions et/ou considérations avaient été mises par écrit :

1. Comment se fait-il que notre salaire soit réduit pour ce mois de Mars ?
2. Il semble que la Grille de Salaire soit la même que celle utilisée pour les autres Agences des Nations Unies opérant au Rwanda, cependant étant employés par la MINUAR, une mission à durée limitée dans le temps et dans l'espace, nous nous pouvons pas accepter d'être considérés comme le staff local des autres agences qui, eux jouissent d'autres privilèges allant de pair avec le caractère permanent de leurs Agences. Nous insistons pour avoir d'urgence une grille de salaire spéciale qui tiendrait compte du coût actuel de la vie, du taux de change actualisé ou du montant en dollars tels que figurant sur nos contrats d'avant.
3. Quels sont les avantages réels des Series 300 ? Pourquoi ne prévoit-on pas d'indemnité de fin de contrat comme dans d'autres compagnies? Qu'en est-il de l'assurance maladie ?
4. Généralement un contrat est passé entre 2 parties contractantes et sous les conditions fixées et avant la période d'activité, comment se fait-il qu'on soit invité à signer un contrat de dernière minute, sans informations préalables sur son contenu et après la période du contrat ?

5. Sur quels critères se base - t - on pour déterminer le grade, le niveau du nouveau personnel local. Considère -t-on ses qualifications i.e niveau d'études, expérience, etc ? Quel est l'utilité du formulaire sur le 'Personal History'? Qui doit le consulter pour déterminer le grade/niveau ? Le Service du Personnel ou le Chef de Section ?

Qu'en est-il de l'évaluation ? Qui évalue? Le Chef de Section ou le Chef de l'Unité ? Quand ?

6. Il s'avère plus qu'urgent et nécessaire de procéder au changement de notre Grille Horaire vue le terme court de la MINUAR. Nous exigeons que le Comité Adhoc représentant le personnel local soit associé à l'élaboration d'une nouvelle Grille de Salaires.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, Mr Golo a jugé utile de faire un certain nombre de remarques n'ayant pas directement trait avec l'ordre du jour. Il a demandé à l'assistance de s'assurer s'il n'y aurait un élément extérieur à la MINUAR. Il a informé l'assistance qu'il venait d'être apostrophé - et de façon péremptoire- par un journaliste de la Radio Rwanda qui voulait en savoir à propos de la "grève" organisée par le personnel local de la MINUAR. Il a regretté que certaines personnes ait propagé si vite une fausse nouvelle jusqu'en ville. A cette fin, Mr GOLO nous a lu un article du "Staff Rules" stipulant qu'aucun staff des Nations Unies n'est admis à partager des informations reçues avec des parsonnes étrangères aux Nations Unies. Il a donc exhorté le personnel local à garder le secret professionnel," s'il y a un linge sale quelque part, il doit se laver en famille", a-t-il ajouté.

Le Chef de l'Administration a également informé l'assemblée qu'un agent du Ministère des Finances a récemment passé dans son bureau dans le but de réclamer qu'une taxe soit imposée aux salaires du personnel local de la MINAUR pour le compte de l'Etat Rwandais. Il lui a été répondu que le personnel local paie déjà une taxe aux Nations Unies et que par conséquent, une seconde taxe ne peut lui être imposée.

Après cette parenthèse, Mr GOLO a proposé qu'on entre dans le vit du sujet. Mais tout d'abord Mr Wellars MUGABO, ex-représentant du personnel local a tenu à lui présenter le Nouveau Comité Adhoc élargi à 11 personnes représentant le personnel local et devant mener les discussions avec les autorités administratives sauf dans le cas ou quelqu'un de l'assemblée avait un point très important à faire.

Ce Comité est donc composé de :

1. GADDAFI
2. ENOS GAKINDI
3. ERNESTINE UMULISA
4. GAUDENCE MUKAKIGELI
5. WELLARS MUGABO
6. MUGISHA HILLARY
7. NSABIYUMVA LAWRENCE
- 8.
- 9.
10. PASCAL NYEMAZI
11. SILAS NSANZABAGANWA

Après cette mise au point, Mr GOLO a entamé le premier s/point à savoir le pourquoi de la la réduction de nos salaires pour ce mois de Mars. Le Chef de l'Administration a expliqué qu'il est établi une grille des salaires pour chaque pays. Cette grille est fixée par le Bureau de Compensation et de Classification basé à New York. Les fonctionnaires de ce bureau doivent visiter plus de 9.000 centres dans plus de 20 pays du monde. Lors de leurs visites ils font les enquêtes sur le coût de la vie, ils rassemblent les informations sur les 10 compagnies les plus payantes du pays et déterminent le meilleur prix que les Nations Unies doivent attribuer à leur personnel local. Rappelons ici, que la grille de salaires appliquée aujourd'hui a est en vigueur depuis 1992 au taux de 106.3 !

Alors, Mr GOLO a dit que ce groupe de comparateurs a été invité mais qu'il serait pas dire à quand exactement sera le tour de notre pays. De plus, une grille spéciale n'est pas possible. (Ce qui a découragé pas mal d'âmes!)

Vu que cette Commission de la Fonction Publique Internationale peut se faire attendre indéfiniment malgré l'urgence de nos doléances, le personnel local a proposé une solution intermédiaire à savoir : Garder (provisoirement) la même grille mais QU'IL SOIT APPLIQUE LE TAUX DES NATIONS UNIES mis à jour au lieu du vieux taux de 106.3.

A cette même proposition, Mr GOLO a promis son appui et qu'à la sortie de la réunion, il enverrait un Fax à New York présentant nos doléances. Un des participant a tenu à insister sur le rôle à jouer par Mr GOLO pour l'obtention des solutions adéquates à nos problèmes par une métaphore suivante:

"Je considère New York comme un Hôpital Centrale, la MINUAR comme un Centre de Santé et vous (Mr GOLO) comme le Médecin traitant opérant sur terrain, et nous comme des patients agonisants". Pour dire que l'urgence et surtout l'efficacité du médicament venant de New York ne dépendra que de la façon dont notre médecin présentera les cas diagnostiqués.

Le Chef de l'Administration a réitéré son indéfectible soutien. Il a demandé au Service du Personnel de parler du problème lors de la réunion interagence qui se tient tous les jeudis de la semaine. Quant à son fax, il a promis d'exiger qu'en cas d'acceptation, la proposition soit en vigueur avec effet retroactif et qu'il espère que "InshAllah, il réussira". (Applaudissement général).

Mr GOLO a aussi parlé de l'erreur arithmétique figurant sur la grille ou le net est supérieur au brut (ce qui paraît anormal). Il l'a dit qu'en attendant que les choses soient élucidées, il a été jugé bon de considérer le petit chiffre comme étant le net et le grand comme brut. Si New York répond le contraire, c'est à notre avantage et les régularisations nécessaires seront biensûr opérées.

Toujours sur le chapitre Calcul des salaires, Mr GOLO a annoncé que nos salaires n'ont été payés qu'à concurrence de 80 % et que les 20% restants sont gardés par le Service des Finances de la MINUAR. Même si, cette annonce a apporté le sourire à plusieurs d'entre nous, elle aussi soulevé des interrogations chez quelqu'uns. Les 20 % en question sont-ils un droit ou un privilège ? Dans le premier cas, le Service des Finances a-t-il le droit de nous payer ou nous retenir une partie du salaire sans nous en informer ? Dans le second cas, d'où proviendrait ce privilège et à partir de quand devons-nous en jouir ?

Le Chef de l'Administration a donné des explications à ce sujet, mais il a semblait qu'une personne de l'assistance n'a pas réellement compris d'où sont venus les 20% "providentiels".

Après ce deuxième point qui pris pas mal de temps, on procéder au point suivant concernant les avantages que nous offre les Series 300 notre nouveau contrats, Mr Golo et Mr Christopher ont montré que les avantages ne peuvent pas venir immédiatement mais viennent avec le temps et la durée du contrat. "Après une certaine période", les avantages comme le congé payé, l'assurance médicale se feront sentir", nous a -t-on assuré. Quant à l'indemnité de fin de contrat, il n'est prévu nul part dans le système des Nations Unies. Les Nations Unies utilisent l'argent des pays membres et ne peuvent pas se permettre de donner des avantages extra comme dans des Compagnies privées.

Le point 4 traitait du manque d'information sur le prochain contrat à signer et surtout sa signature après la période de contrat. Mr Adamou KOUMAGO a expliqué que le modèle de contrats étant le même dans tous les pays, on ne peut pas consulter tout le monde pour demander le consentement de chacun. Le problème en fait réside ailleurs : Certaines personnes trouvent le Service du Personnel quelque peu méfiant à l'égard du personnel local qui se voit signer les contrats ou "letter of appointment" à la toute dernière minute.

Mr Golo a ajouté que cela est dû caractère surchargé dudit Service, et qu'il espère qu'à l'avenir, les choses se feront en temps utile.

Sur la question de savoir les critères de mise en grade/niveau de recrutement, Mr GOLO a affirmé que réellement, le Service du Personnel tient compte des qualifications, niveau d'études, expérience, etc. Que le "Personal History" est consulté et est tenu en considérations par Personnel qui est seul responsable de ce genre de travail.

Sa réponse n'a pas convaincu certains qui se plaignent de voir leurs pairs attribués le même grade/niveau, ou même grade/niveau supérieurs alors que ces premiers ont un niveau d'études et nombre d'années d'expérience supérieurs.

A propos de l'évaluation, Mr GOLO a dit qu'il a déjà donné les formulaires aux différents chefs qui feront le nécessaire. Il a ajouté que suivant le règlement, une évaluation doit être fait après chaque fin de contrat.

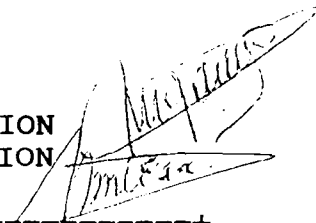
Le point 6. avait été répondu automatiquement lors des débats sur d'autres points.

Après la sortie des autorités administratives, le personnel local s'est concerté pour faire une évaluation globale de la réunion. Le personnel local s'est félicité de l'esprit de compréhension dont Mr GOLO a usé à la fin des débats, malgré le ton grondeur qui avait marqué le début de la séance. Le consensus a été que chacun retourne à son poste respectif et attende la réponse de New York qui, comme Mr GOLO a promis leur sera communiquée très incessamment par le biais du Comité des Représentants.

Chacun est retourné à son travail plein d'espoir que le prochain rendez-vous ne sera pas dans la Salle de Conférence de la MINUAR, mais plutôt devant les guichets de la Banque Commerciale du Rwanda avec des chèques moins maigres et moins décourageants.

FAIT A KIGALI, LE 6 AVRIL 1995

- GAUDENCE MUKAKIGELI, RAPPORTEUR DE LA REUNION
- ERNESTINE UMULISA, RAPPORTEUR DE LA REUNION



NAMES

NOMSO PRE NONS

- IYAMUREMYE MYE ANDRE 6
FASIHANO CANISUS 7
SWABU MUKALAZ 8
Simbo J. Bosco 9
- NGIRABABYE Innocent 10
- KARUHIRE PAUL-DESIRE 11
- MUKAMA JOHN 12
RUKERAMIHIGO Jean Bosco 13
- KAYIGEMA JACQUES 14
- Maniraho Assumani 15
- Musuhuke. F. 16
- BUSITAYISA THAREISSI 17
- Iyamuremye Joseph 18

SECTIONS

MECHANIC

Transport Dispatch

MACHANICAL

MACHANIGAL

Contract Management Cell.

BILINGUAL SECR. MILOB GPHQ
OPS ROOM.

PCIU

communication C

JUNIOR INTERPRETER,
MILOBS Personnel Branch

Transport. TPT

Transport "

TRANSPORT.

PCIU junior clerk

NOMS PRENOMS

-ii-
SERVICE

MUKASHEMA Irene 34

MULOSTIA HILLARY 35

Justin Babonye 36

ROSE NAMUGAMBE 37

Maria Claudine Tundi 38

Muyinda MUBAIR 39

NOMYASERUMA Emmanuelle
(LOLO) 41

TUDOSILIFI LYDIE 42

Registry, Mail Op., Pouch

Reproduction Unit/G-S

ADMIN. ASSIST Engn. ops -
Section

PRO-SECTION

FORCE WELFARE OFFICE (SECRET)

Administration Section

Machan C

Registry - Mail - ops - Pouch

AS - JRIED

SERVICES SECTION

NOMS & PRENOMS

1. Christine MDAHURU 43
2. SHEKHA M. Muhumbe 44
3. GAI
3. GAKINDI Enas 45
4. RORANGIRWA THEOPHILE 46
5. MUSONI BARNABÉ 47
6. Aminata SANO 48
- 7) IBRAHIM NBOUR 49
- 8) LIMULISA E 50
9. NIYITEGEKA. JANVIER 51
- 10 GATONI - SEBASTIEN 52
11. KUSHIMIRE Jean Bosco 53
- 12 Sébastien 54

SECRETAIRE - LOGISTIC

Secretary - Transport
dispatch unit.

EDP ASSISTANT - EDP & ML

LOGISTIC CLERK

COMMS

Archives / Registry

MECHANIC

MECHANICIEN

operator - communication
Bilingual - Clerk; Registry
TRANSPORT

GENERATOR MECH.

NOMS & PRENOMS

SERVICES

Mupenzi Edward	66	TRANSPORT.
Uwikunda Manuel	67	Logistic.
HENSA Amail	68	Registry
- NDAGIRE SPECIOZA -	69	FINANCE
5. UMUKOZA Dorothee	70	MOVCOR
6. Halidi Hassan	71	Journaliste
7. Gatabazi Valery	72	"
8. Umulisa Immaculee	73	Transport
9. Hitiwasa J. Chypwotwe	74	Transport
10. Lungu Jeanine	75	TRANSPORT.
11. GADDAFI KITABANIA	76	
12. UNULISA ERNESTINE	77	PROCUREMENT
13. MUKAKISELI GAUBENCE	78	SECURITY.
14. GAHAMANYI Claude	79	Registry
15. NSABIYUNYA LAURENCE	80	TRANSPORT
16. Leonard Twahuka	81	Transport

NAMES
NOMS & PRENOMS

Ibibagiza Immaculée 19
 Fidèle UWAMAHORO 20
 BONNITA BAINGANI 21
 SUZAN NDATIRO 22
 NGOGA EUSTACHE 23
 BOAZ Imaniya 24
 MARTIN TWAGIRIMANA 25
 MURICAO EVODE 26
 KAMPAYANA THEOBALD 27
 NDAHUMIRA J. Bosco 28
 JMU MUNYAKAYANA 29
 RUTAREMARA William 30
 DUSINGIZE Agathe 31
 MUKANSANGA Berthilde 32
 Théoneste 33

SECTION

UN V
 LOGISTICS
 RADIO
 REGISTRY
 TRANSPORT
 GENERAL MECA
 Registry
 TRANSPORT WORKSHOP
 CIVPOL HQ.
 TRANSPORT WORKSHOP
 PCIU
 CIVPOL
 CIVPOL
 FED
 CIVPOL

NAMES

NOMS & PRENOMS

- 1) UKEYE Marie Goretti 57
- 2) BUCAKARA Michel 57
- 3) MUKARA Jean Bosco 57
- 4) Ombunga Kicobon 58
- 5) RUKUNDO Gustave 59
- 6) JARALI Cyprien 60
- 7) Ingahire Chantal 61
- 8) Francis NKUMBIYE 62
- 9) RUCENZI Jean Claude 63
- 10) Munyoko Koz' yousouf 64
11. MPUMUSE Camille 65

SECTIONS

General Services (Property Survey)
~~Chapitre~~ Transport
Transport (section)
Transport section
Communication
Communication
Communications
- B.M.S
(REGISTRY) General Services
M K
B.M.S

NAMES

NOMS & PRENOMS

1. MUKAYUTI : Alphonsine
2. Uwicheza Jeanne d'Arc
3. Kaurayire Euphémie
4. Nzaramba Evariste
5. Simwanyi John

SECTION

COMMUNICATIONS

C

Humanitarian.

Radio broadcasting

Transport section

Radio broadcasting

INSTRUCTEUR MAJOR ZANGA BERTHE

SCE EN BRIGADE N°3

PRINCIPES GENERAUX DE L'EXECUTION DU SERVICE

L'action de la gendarmerie et son efficacité reposent avant tout sur deux constantes :

- la connaissance parfaite des gens et des lieux
- la rapidité de son intervention en cas d'urgence.

1. LA CONNAISSANCE DES GENS ET DES LIEUX

L'aspect du service qui vise à l'exécution des missions essentielles de l'armée créatives de sécurité, demande beaucoup de temps et ne peut se faire qu'à pied ou avec un moyen de locomotion peu rapide, passant partout et permettant une bonne observation en marche ainsi que des arrêts instantanés et aussi fréquents qu'il est nécessaire.

Si l'on veut que la gendarmerie conserve le "contact" avec la population il est indispensable que le "dialogue" soit possible en dehors des interventions de répression.

Le service de l'armée et spécialement de la gendarmerie départementale oblige en permanence d'avoir le souci des relations publiques.

2. LA RAPIDITE DE L'INTERVENTION

Il n'est pas concevable aujourd'hui que les gendarmes arrivent les derniers sur les lieux où leur intervention est "urgente et nécessaire". C'est le cas, en particulier, lorsqu'il s'agit d'affaires portant atteinte à la vie humaine (accidents corporels, crimes, secours) ou aboutissant à la recherche et à la poursuite d'individus dangereux (crime, délits). Dans ce cas, l'emploi de moyens modernes et rapides de transport et d'intervention est nécessaire (véhicules automobiles adaptés, vedettes, hélicoptères). N'oublions pas en effet que :

- la gendarmerie est un service public au service du public
- les retards sont l'objet parfois de critiques acerbes de particuliers ou de journalistes à l'affût du détail insolite, surtout si ce détail met en cause l'autorité ou ses représentants.

zone opérationnelle

Il peut arriver que l'autorité civile soit dans l'impossibilité de procéder à la réquisition de l'autorité militaire. Dans ce cas précis, l'autorité militaire détient la responsabilité de l'ordre public.

III. LES REQUISITIONS:

A.BUT:

Les réquisitions tendent à faire exécuter des **mesures d'intervention**. Ces mesures consistent dans l'**emploi de la force** pour le maintien de l'ordre ou pour le rétablissement de celui-ci.

B.Différentes catégories:

On distingue trois catégories de réquisitions :

1. Réquisition Générale
2. Réquisition Particulière
3. Réquisition Compétente Spéciale

a) Réquisition générale: Elle a pour but d'obtenir de l'autorité militaire un ensemble de moyens en vue de leur utilisation pour le maintien de l'ordre.

b) Réquisition particulière :

- a pour objet de confier à une troupe une mission précise et délimitée.
- peut prescrire l'emploi de la force (mais ne suffit pas pour permettre l'usage des armes)

c) Réquisition complémentaire Spéciale:

A pour objet de prescrire l'usage des armes hors les cas de :

- légitime défense
- défense des postes et terrains dont on a la garde.

C.Devoirs Particuliers des Militaires Isolés:

Tout militaire en uniforme doit :

zone opérationnelle

Il peut arriver que l'autorité civile soit dans l'impossibilité de procéder à la réquisition de l'autorité militaire. Dans ce cas précis, l'autorité militaire détient la responsabilité de l'ordre public.

III. LES REQUISITIONS:

A.BUT:

Les réquisitions tendent à faire exécuter des **mesures d'intervention**. Ces mesures consistent dans l'emploi de la force pour le maintien de l'ordre ou pour le rétablissement de celui-ci.

B.Différentes catégories:

On distingue trois catégories de réquisitions :

1. Réquisition Générale
2. Réquisition Particulière
3. Réquisition Compétente Spéciale

a) **Réquisition générale:** Elle a pour but d'obtenir de l'autorité militaire un ensemble de moyens en vue de leur utilisation pour le maintien de l'ordre.

b) **Réquisition particulière :**

- a pour objet de confier à une troupe une mission précise et délimitée.
- peut prescrire l'emploi de la force (mais ne suffit pas pour permettre l'usage des armes)

c) **Réquisition complémentaire Spéciale:**

A pour objet de prescrire l'usage des armes hors les cas de :

- légitime défense
- défense des postes et terrains dont on a la garde.

C.Devoirs Particuliers des Militaires Isolés:

Tout militaire en uniforme doit :

GONUBA

GROUPE D'OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES DANS LA BANDE D'AOUZOU

HISTORIQUE

Depuis 1973, la République du Tchad et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste revendiquent une région qui se trouve entre leurs territoires respectifs, la bande d'Aouzou. Après le rétablissement de leurs relations diplomatiques le 3 octobre 1988, ces deux Etats ont proclamé leur volonté de résoudre le différend relatif à la bande d'Aouzou par des moyens pacifiques. Le 31 août 1989, les deux gouvernements ont signé, à Alger, l'Accord-cadre sur le règlement pacifique du différend territorial. En septembre 1990, après plusieurs séries de négociations sans résultat, le Tchad et la Jamahiriya arabe libyenne ont soumis le différend à la Cour internationale de Justice (CIJ), organe judiciaire principal des Nations Unies.

En l'espèce, la Jamahiriya arabe libyenne avait fondé sa revendication relative à cette région sur des droits et des titres, notamment ceux des populations autochtones, ceux de l'ordre de Senoussi (confrérie religieuse fondée vers le début du XIX^e siècle) et ceux d'une succession d'Etats souverains : l'Empire ottoman, l'Italie et la Libye. De son côté, la République du Tchad avait fait valoir, entre autres arguments, que la frontière avait été établie par le Traité d'amitié et de bon voisinage signé entre la République

française et le Royaume-Uni de Libye le 10 août 1955.

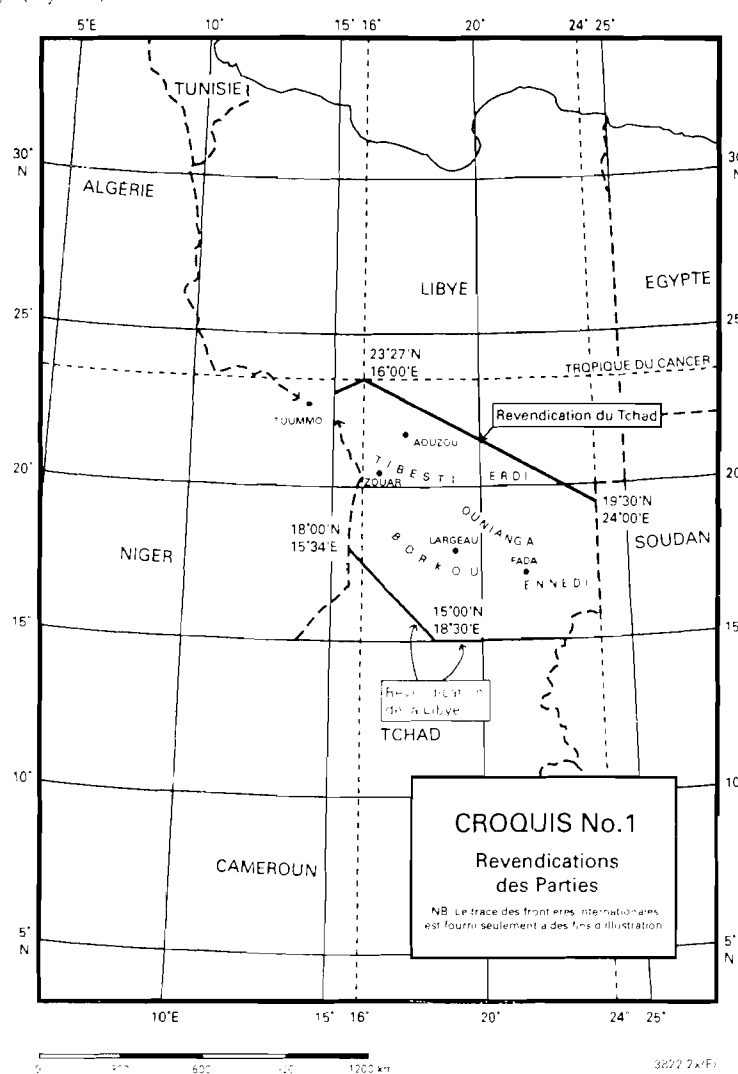
Dans son arrêt, rendu le 3 février 1994, la CIJ a dit que la frontière entre le Tchad et la Jamahiriya arabe libyenne était définie par le Traité d'amitié et de bon voisinage. En vertu de sa décision 16/1, le tracé de cette frontière était le suivant : "Du point d'intersection du 24^e méridien est et du parallèle 19° 30' nord, une ligne droite allant jusqu'au point d'intersection du tropique du Cancer et du 16^e méridien est; et de ce dernier point une ligne droite allant jusqu'au point d'intersection du 15^e méridien est et du 23^e parallèle nord."

En mars 1994, les deux gouvernements se sont engagés à se conformer à l'arrêt de la CIJ et ont noté que celui-ci avait mis fin au différend territorial. Après d'autres entretiens, un accord fixant les modalités pratiques de l'exécution de l'arrêt a été signé le 4 avril 1994. Cet accord prévoyait entre autres le retrait de l'administration et des troupes libyennes de la bande d'Aouzou, le déminage, l'établissement de points de passage des personnes et des biens, l'étude de la question du contrôle de la frontière, le maintien de relations de bon voisinage, l'abornement de la frontière, le développement de la coopération et la notification de cet accord à l'Organisation des Nations Unies.

MISSION DE RECONNAISSANCE DES NATIONS UNIES

En vertu de cet accord, les opérations de retrait de l'administration et des troupes libyennes devaient commencer le 15 avril 1994, sous la supervision d'une équipe mixte composée de 25 officiers libyens et 25 officiers tchadiens, et devaient prendre fin le 30 mai 1994. Des observateurs de l'Organisation des Nations Unies devaient assister à toutes les

Revendications territoriales respectives du Tchad et de la Jamahiriya arabe libyenne. La compétence de la Cour internationale de Justice s'étend à toutes les affaires que les Etats lui soumettent ainsi qu'à tous les cas prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur. Les Etats peuvent s'engager à l'avance à reconnaître la compétence de la Cour dans des cas spéciaux, soit en signant un traité ou une convention qui prévoit le renvoi à la Cour, soit en faisant une déclaration spéciale à cet effet. Le siège de la Cour se trouve à La Haye (Pays-Bas).



opérations et constater le caractère effectif de ce retrait.

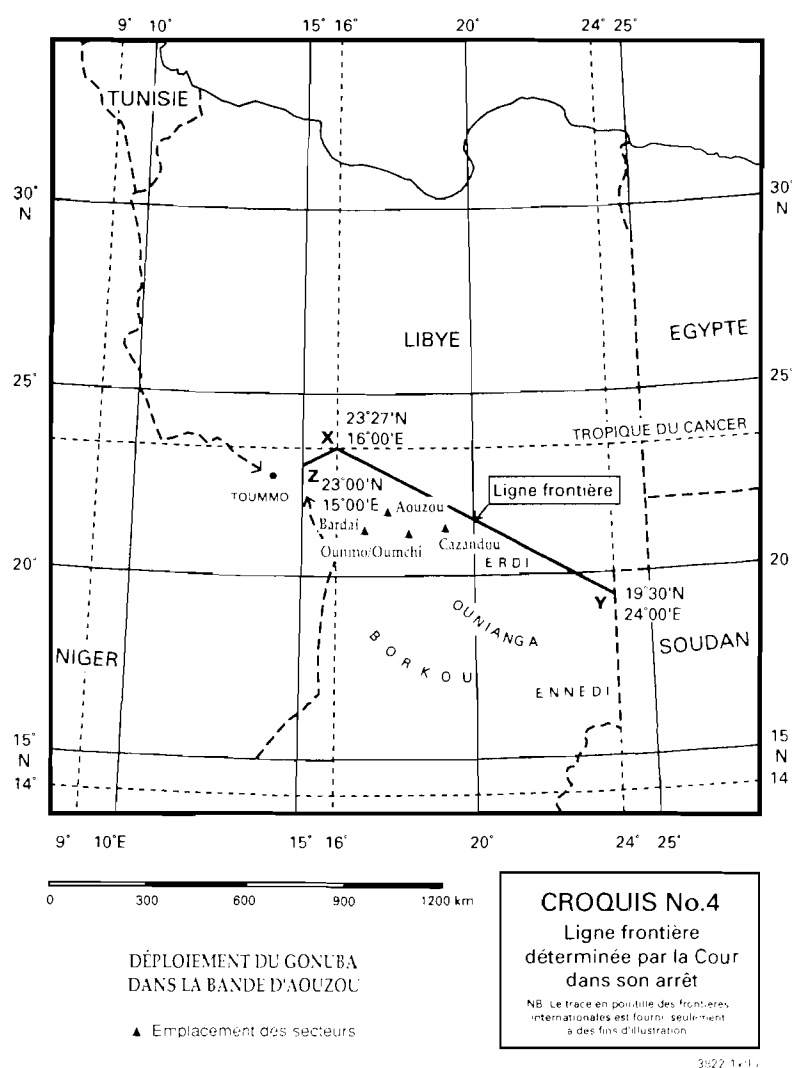
Comme suite à des consultations entre le Secrétariat de l'Organisation et de hauts fonctionnaires tchadiens et libyens à New York, les deux gouvernements ont convenu qu'une équipe de reconnaissance des Nations Unies composée de personnel civil et d'observateurs militaires se rendrait dans la région pour faire un examen rapide des conditions sur le terrain.

Une fois la mission de reconnaissance approuvée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 910 (1994) du 14 avril 1994, l'équipe est arrivée à Tripoli le 15 avril et s'est rendue dans la bande d'Aouzou le 17 avril. Sur la base des entretiens qu'elle a eus avec les autorités tchadiennes et libyennes et compte tenu d'une évaluation préliminaire de la situation sur le terrain, l'équipe a indiqué qu'il serait possible de déployer des observateurs des Nations Unies pour remplir les fonctions prévues par l'Accord du 4 avril 1994.

CRÉATION DU GONUBA

Le 27 avril 1994, le Secrétaire général a présenté un rapport au Conseil de sécurité dans lequel il recommandait le déploiement d'un groupe d'observateurs des Nations Unies dans la bande d'Aouzou pour une période d'une quarantaine de jours à compter de la date d'adoption de la décision pertinente du Conseil.

Le Secrétaire général a proposé de déployer immédiatement le GONUBA sous réserve de l'approbation du Conseil. L'équipe de recon-



naissance, avec cinq observateurs militaires se trouvant déjà dans la région, serait déployée en premier, le reste du personnel devant l'être quelques jours plus tard. Comme le retrait de l'administration et des troupes libyennes devait commencer le 15 avril 1994, l'équipe continuerait de surveiller le retrait jusqu'à l'établissement du GONUBA.

Les effectifs autorisés du GONUBA comprendraient neuf observateurs

militaires et six fonctionnaires civils internationaux. Les observateurs militaires ainsi que le personnel civil proviendraient de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

Le Secrétaire général a estimé que le coût du GONUBA du 15 avril au 30 mai 1994 s'élèverait à 400 000 dollars environ. Le coût de l'opération serait couvert par les quotes-parts des Etats Membres des Nations Unies.

Le 4 mai 1994, le Conseil de sécurité, par sa résolution 915 (1994), a créé le GONUBA conformément aux recommandations du Secrétaire général et en a autorisé le déploiement, pour une seule période de 40 jours au maximum à compter de la date de la résolution. Il a appelé les parties à coopérer pleinement avec le Secrétaire général dans la vérification de l'application des dispositions de l'Accord du 4 avril 1994 et, notamment, à accorder au GONUBA la liberté de mouvement et tous les services qui lui seraient nécessaires pour s'acquitter de ses tâches.

EXÉCUTION DU MANDAT DU GONUBA

Le 30 mai 1994, M. Abderrahman Izzo Miskine, ministre de l'intérieur et de la sécurité du Tchad, et M. Mohamed Mahmud Al Hijazi, secrétaire du Comité populaire général de la justice et de la sécurité publique de la Jamahiriya arabe libyenne, ont signé au nom de leurs gouvernements une déclaration conjointe indiquant que le

retrait de l'administration et des troupes libyennes de la bande d'Aouzou s'était achevé le jour même à la satisfaction des deux parties et sous la surveillance du GONUBA. Le chef des observateurs militaires du GONUBA a signé la déclaration en qualité de témoin.

Dans son rapport du 6 juin 1994, le Secrétaire général a déclaré que le GONUBA avait quitté la bande d'Aouzou le 5 juin 1994 après avoir exécuté son mandat. Il a ajouté que la mission accomplie par le GONUBA "illustre parfaitement le rôle utile que l'ONU peut jouer dans le règlement pacifique des différends lorsque les parties coopèrent pleinement avec l'Organisation, tel que l'envisageait la Charte".

Le 13 juin 1994, dans sa résolution 926 (1994), le Conseil de sécurité a noté "avec satisfaction" la coopération que les deux gouvernements avaient apportée au GONUBA,

a "rendu hommage" au travail accompli par les membres du GONUBA et a décidé de mettre fin à son mandat.

COMPOSITION

Les effectifs autorisés du GONUBA se composaient de 9 observateurs militaires et de 6 agents civils internationaux. Le colonel Mazlan Bahamuddin (Malaisie) assumait les fonctions de chef des observateurs militaires.

Les observateurs ont été fournis par les pays ci-après :

PAYS	OBSERVATEURS
Bangladesh	1
Ghana	2
Honduras	1
Kenya	2
Malaisie	2
Nigéria	1
TOTAL	9